



contact@ensemble-fdg.org

□
26 rue Malmaison 93170 Bagnolet

□
www.ensemble-fdg.org

Textes pour la consultation des collectifs locaux et l'Assemblée générale

Sommaire :

- Motion d'organisation des débats adoptée au CN des 9/10 septembre
- Texte d'orientation

Motion d'organisation des débats adoptée par le CN des 9/10 septembre

Le bilan de la séquence électorale de 2017 et le débat sur les perspectives d'Ensemble ont ouvert une discussion importante au sein de notre mouvement.

Le Collectif National des 1^{er} et 2 juillet a décidé d'organiser une consultation des adhérents et une Assemblée générale de notre mouvement.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est consacré à l'analyse de la situation française et l'orientation que nous voulons défendre dans ce cadre, ainsi qu'au fonctionnement d'Ensemble et à ses propositions programmatiques.

À l'issue du CN des 9 et 10 septembre, le texte soumis aux débats et à amendement des collectifs locaux est le texte d'orientation ci-dessous.

La consultation des adhérents portera sur les trois positions en débat présentées ci-dessous.

Des contributions et argumentations des collectifs locaux et des adhérents seront diffusées dans différents bulletins internes.

Les débats et la consultation des collectifs locaux auront lieu du lundi 11 septembre (dès l'envoi des textes effectués) au vendredi 13 octobre. Les collectifs locaux sont invités à organiser une ou plusieurs réunions de discussion permettant l'échange des arguments.

Une feuille de vote unique et une adresse de recensement des résultats seront mises à disposition.

Les collectifs sont invités à faire la liste des adhérents afin d'encourager toutes celles et tous ceux qui souhaitent participer à Ensemble à le concrétiser. Tous les adhérents d'Ensemble (cotisants et non-cotisants peuvent voter) peuvent participer à la consultation selon une liste de participants connue et vérifiable localement et nationalement. Le recensement national des résultats précisera, comme pour les précédentes consultations, le résultat global et le vote des cotisants et des non-cotisants.

Un Collectif National se réunira les 14 et 15 octobre pour enregistrer le résultat de la consultation, débattre et faire des propositions à partir de ce résultat et des contributions des collectifs locaux. Il adoptera également l'ordre du jour détaillé de l'Assemblée Générale des 25/26 novembre.

Pour l'Assemblée Générale, chaque collectif local peut envoyer 2 représentant-e-s à parité. A ces représentant-es peut s'ajouter 2 délégué-e-s à parité par tranche de 10 votant.es. Les villes ou les départements où les camarades rencontrent des difficultés pratiques pour se réunir sont invités à envoyer un-e représentant-e.

Les collectifs locaux doivent s'efforcer de désigner des représentant-es qui reflètent les points de vue exprimés au moment de la consultation des adhérents.

Les membres de l'EAN ainsi que celles et ceux de l'équipe trésorerie nationale sont invité-e-s à l'Assemblée Générale.

Pour éviter que les différences constatées aboutissent à une division que personne ne souhaite, un consensus s'est dégagé pour reconnaître au sein de notre mouvement :

- Le droit à l'expérimentation des collectifs et des adhérents
- Des pratiques militantes différenciées
- La volonté partagée, quel que soit le résultat de la consultation, de poursuivre Ensemble

Projet de texte d'orientation pour l'Assemblée générale et la consultation des collectifs

Le texte suivant est soumis à amendement des collectifs locaux

Dix ans après la crise des « subprimes » qui a frappé de plein fouet le capitalisme mondialisé, le monde est confronté à de multiples défis. La domination financière n'a cessé de se répandre et asphyxie les économies et les peuples. Les conséquences de la crise écologique se manifestent quotidiennement : sécheresses, inondations, problèmes sanitaires et alimentaires... Les rivalités entre États et les logiques de puissance attisent le risque de conflit. Trump et Poutine multiplient les postures guerrières. Ces dernières années, la France a accru ses interventions militaires et pour préserver son « pré carré ». Sur toute la planète, l'idéologie totalitaire d'Al Qaïda et de Daech, a provoqué des attentats meurtriers.

La nécessité d'une alternative à ce monde brutal est plus que jamais posée. Celle-ci doit conjuguer la nécessaire utopie d'une alternative globale et l'expérience immédiate, concrète, pour les millions d'hommes et de femmes concernés des ruptures engagées pour construire une autre société. C'est à travers les expériences de mise en œuvre de politiques alternatives tentées par des gouvernements portés par les mobilisations populaires que la possibilité d'une alternative progresse. Depuis le début des années 2000, les expériences de gouvernements de gauche en Amérique Latine ont ouvert à nouveau le débat sur le « socialisme au 21^{ème} siècle ». En 2015, Syriza en Grèce a posé la question d'une alternative au cœur de l'Union Européenne, même si cette expérience n'a pas aboutie.

La séquence électorale qui vient de se terminer souligne, malgré les défaites sur le terrain des mobilisations sociales, l'illégitimité des politiques néolibérales. Dans ce contexte d'accumulation de revers sociaux, dans la prolongation du profond et tenace mouvement contre la loi travail comprenant des formes inédites de contestation, d'importants secteurs du salariat et de la jeunesse ont investi le terrain électoral.

J.L. Mélenchon, en bénéficiant de son opposition claire et constante à la politique de F.Hollande, d'une compréhension des demandes de nouvelles formes politiques notamment dans la jeunesse, a permis d'être l'expression de masse d'une opposition de gauche. Cela a permis à la France Insoumise, avec le soutien d'E ! et du PCF, d'acquérir une place centrale par le score et la dynamique de campagne à la présidentielle et par le nombre de candidats présents au second tour des législatives et l'élection d'un groupe parlementaire F.I. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative. Jean Luc Mélenchon et tous ceux qui ont soutenu sa candidature, portent la responsabilité de construire une issue politique nouvelle à la hauteur des espoirs qu'ils ont soulevé.

Les années Hollande ont accéléré la crise ouverte au sein du PS, confirmant le rejet du libéralisme de gauche. Le PCF connaît toujours un déclin, même s'il profite un peu de l'affaiblissement du PS durant les législatives et maintient un groupe parlementaire. La crise de direction et de stratégie en termes

d'alliance d'EELV amène ce parti à reculer nettement. L'illisibilité de la stratégie de Hamon, son incapacité durant la campagne à se détacher de l'appareil du PS et du gouvernement ne lui permette pas d'être l'axe autour duquel portera le renouveau d'une gauche française en profonde restructuration.

Ces évolutions modifient en profondeur les rapports de force à gauche, accélèrent la crise du PS et du social-libéralisme qui ont dominé la gauche, font voler en éclats l'écologie politique monopolisée par EELV. Elles signifient une remobilisation à gauche et la mise en mouvement de jeunes et de primo arrivants en politique.

La polarisation politique de cette campagne a été marquée par l'émergence d'un bloc central rassemblant libéraux de gauche et de droite. L'extrême droite possède toujours un dévastateur potentiel de conquête, même si il a été freiné dans la dernière séquence électorale. La victoire de Macron est sans appel sur le plan institutionnel mais beaucoup plus fragile au regard de la base sociale étroite de ses soutiens. En s'appuyant sur les institutions de la Vème République et l'hyper-présidentialisme, Emmanuel Macron a réussi à donner une nouvelle force à l'hégémonie libérale. Mais cette situation est particulièrement instable et la crise est loin d'être finie. Le pouvoir « jupitérien » souffre de plusieurs faiblesses : il a été élu « contre Marine Le Pen », ce qui a affaibli sa légitimité ; la forte abstention aux législatives témoigne de la persistance de la crise démocratique ; sa popularité s'est rapidement détériorée à l'été 2017. Surtout Macron est porteur d'une vision de la société qui assume ouvertement la concurrence et la violence entre « ceux qui réussissent » et « ceux qui ne sont rien » à l'opposé des aspirations à l'égalité et à la solidarité.

C'est notre capacité à articuler la construction de fronts sociaux larges et unitaire et la mise en place d'une alternative politique à dynamique anti capitaliste qui nous permettra de refouler davantage la menace FN et de dessiner une alternative au néo-libéralisme.

Une des questions clés aujourd'hui est la possibilité d'une majorité alternative à celle du président Macron et de ses alliés. Le calendrier politique peut être bousculé si un mouvement social « Tous ensemble » met en crise le système Macron, et pose la question d'une nouvelle majorité bien avant 2022. Pour être en mesure de répondre aux attentes populaires et empêcher l'aggravation des conditions de vie et de travail, il faut que les forces qui peuvent former cette alternative se mettent « Tous Ensemble » : à l'Assemblée Nationale avec les groupes FI et PCF avec tous les autres députés de gauche prêts à cela, dans la recherche d'initiatives de convergences politiques communes en écho aux mobilisations sociales, jusqu'à la mise sur pieds de d'assemblées citoyennes dans les localités et les entreprises.

En juin 2017, Jean-Luc Mélenchon a avancé, à juste titre, la perspective d'un nouveau Front Populaire rassemblant associations, syndicats, partis de gauche, chacun dans sa spécificité, pour construire une alternative. A partir d'initiatives locales et nationales quand des « campagnes » d'action communes seront mises en œuvre sur une question politique d'actualité, il s'agira de créer des espaces d'action et de débats conciliant la volonté d'agir au quotidien, de développer des réseaux de solidarités, d'agir avec les forces sociales, les mouvances citoyennes et sociales.

Les termes de la recomposition de la gauche sont modifiés. Elle ne pourra se faire autour d'un PS même relooké dans une opposition molle et perdant son hégémonie. Une alternative globale ne pourra se développer qu'en construisant des fronts d'opposition larges et unitaires à la politique de Macron, tant sur le plan social, antiraciste, féministe que démocratique et écologique, en articulant la contestation portée par les mouvements sociaux à une expression politique d'opposition de gauche en capacité de poser la question du pouvoir, rôle que France insoumise est en situation de pouvoir jouer. Toutefois, sans un mouvement social fort capable d'organiser largement les salarié-es, les précaires et les chômeurs pour remporter des victoires sociales, il n'y aura pas de victoires politiques durables.

Les voies de la reconquête d'une hégémonie sont multiples. Elles impliquent l'animation d'un mouvement populaire auto-organisé, la construction de fronts unitaires larges dans les luttes avec les syndicats, associations et collectifs, des victoires sociales, des scores et prises de positions électorales, des initiatives, le développement d'expérimentations autogestionnaires, et une bataille d'idées qui sera nécessairement plurielle.

Portés par les aspirations majoritaires des peuples à plus de démocratie, de justice sociale et de préservation de l'environnement, les forces de la gauche alternative peuvent se retrouver en situation de gouverner, de se confronter aux intérêts et aux privilèges des classes dirigeantes pour changer réellement les choses. En Angleterre, le Labour dirigé par Jeremy Corbyn, et Podemos en Espagne contestent le pouvoir aux partis traditionnels. En France, au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, la candidature de Jean Luc Mélenchon a été perçue par des millions de gens comme une alternative crédible. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative.

Dans ce nouveau paysage politique, la nécessité d'une organisation politique anticapitaliste, internationaliste, indépendante ne se complaisant pas dans la marginalité reste impérieuse. L'enjeu est de redéfinir la fonction d'Ensemble dans cette nouvelle période.

Les trois positions suivantes sont soumises à la consultation des collectifs locaux selon la feuille de vote ci jointe :

Position n°1

Agir ensemble dans une réalité nouvelle

Ensemble! s'est toujours considéré comme un moyen au service d'un objectif plus large, la construction d'une force émancipatrice, pluraliste et démocratique, permettant de répondre aux défis du XXI^e siècle. Pour autant, une démarche de rassemblement de forces citoyennes, politiques et sociales, pour constituer une nouvelle force politique à gauche, ne peut se faire de façon incantatoire. Cela doit se construire à la chaleur de batailles communes, d'expériences sociales, de confrontations politiques.

La France Insoumise constitue une alternative politique qui s'est imposée en 2017 comme la principale force à gauche et comme une opposition parlementaire combative face à Macron, à laquelle contribuent les députées d'Ensemble !. La France Insoumise est aujourd'hui un mouvement avec une audience de masse, un programme, « L'avenir en commun », clairement en rupture avec le néolibéralisme et polarise l'opposition à gauche à Macron. Même si ce mouvement ne rassemble pas à lui seul la totalité des forces porteuses d'alternative et ne peut avoir pour vocation de se substituer au mouvement social, il est aujourd'hui incontournable.

Ensemble ! souhaite le développement de la France Insoumise comme mouvement politique populaire, souhaite contribuer à imaginer des issues à la mesure de la nouveauté du mouvement en construction en cherchant à dépasser ses limites actuelles – permettant en son sein le pluralisme des points de vue, un fonctionnement démocratique et le débat sur des points controversés comme le rapport aux mouvements sociaux ou certaines prises de position politiques (certaines questions géopolitiques, campisme et internationalisme) – et agissant pour engager un processus constituant ouvert pour un large rassemblement de celles et ceux qui à gauche combattent l'ordre existant.

Une position la plus large possible est souhaitable, au-delà des points qui restent en discussion, sur les décisions principales à prendre par notre mouvement. C'est pourquoi est soumise au vote du mouvement la position suivante en trois points :

1. Ensemble! participe à La France Insoumise, dans tous les cadres existants (groupes d'appui, coordinations locales, espaces nationaux constitués comme par exemple l'espace des luttes, l'espace politique, les espaces thématiques ...), dans tous les cadres qui restent à construire, et à la préparation de sa Convention.

2. Ensemble! se maintient comme mouvement politique indépendant, apte à prendre ses propres initiatives politiques dans le cadre de ses orientations.

3. Ensemble! continue à participer à « Front commun » en partenariat avec les milliers de militant-e-s notamment communistes mais aussi écologistes ou animateurs-trices du mouvement social, et, plus généralement, maintient sa recherche de l'unité la plus large possible de la gauche anti-austérité et continue à participer et à construire des cadres unitaires de mobilisations sociales (écologie, antiracisme, solidarité internationaliste, féministe, LGBT, démocratique etc...)

Position n°2

Construire une force démocratique pluraliste et émancipatrice

La France Insoumise s'est imposée en 2017 comme la principale force à gauche et comme une opposition parlementaire combative face à Macron, à laquelle contribuent les députées d'Ensemble. La France Insoumise est aujourd'hui un mouvement avec une audience de masse, un programme, « L'avenir en commun », clairement en rupture avec le néolibéralisme et polarise l'opposition à gauche à Macron. Même si ce mouvement ne rassemble pas à lui seul l'ensemble des forces alternatives et ne peut avoir pour vocation de se substituer au mouvement social, il est aujourd'hui incontournable.

Ces considérants donnent une responsabilité particulière à La France Insoumise afin de dépasser ses limites actuelles - permettant en son sein le pluralisme des points de vue, instaurant un fonctionnement démocratique et acceptant le débat sur des points controversés comme le rapport aux mouvements sociaux ou certaines prises de position politiques (questions géopolitiques, campisme et internationalisme...) - et d'agir pour engager un processus constituant ouvert permettant un large rassemblement de ceux qui à gauche combattent l'ordre existant.

Ensemble n'a jamais fait de son existence un but en soi, mais s'est toujours considéré comme un moyen au service d'un objectif plus large, la construction d'une force émancipatrice, pluraliste et démocratique, permettant de répondre aux défis du XXI^e siècle. Pour autant, une démarche de rassemblement de forces citoyennes, politiques et sociales, pour constituer une nouvelle force politique à gauche, ne peut se faire de façon incantatoire. Cela doit se construire à la chaleur de batailles communes, d'expériences sociales, de confrontations politiques.

C'est pourquoi Ensemble se maintient en tant que mouvement politique indépendant et continue à prendre toutes initiatives politiques dans le cadre de ses orientations (mobilisations, élections, prises de positions, élaborations...).

Des collectifs et des adhérents d'Ensemble participent à l'activité militante de France Insoumise. Cette participation relève de leur libre choix. Cette participation sera prise en charge nationalement en vue de permettre une mutualisation de cette expérience au sein de notre mouvement (temps de discussion en CN, réunions spécifiques...).

Ensemble cherchera à favoriser toutes les initiatives de débats et de regroupements des forces de la gauche alternative. En particulier à l'échelle locale, nous devons susciter les convergences à partir des batailles concrètes qui peuvent se poser. Ensemble poursuivra sa participation aux cadres de convergences existants (Appel des cent, Front commun...).

Position n°3

Avec France Insoumise une force populaire et citoyenne s'est levée. Ensemble, rejoignons-la et participons à son développement!

Nous l'avons exprimé dès le mois de Juin. Au regard de défis sociaux, écologiques et démocratiques qui s'imposent à nous, nous ne pouvons passer à côté d'un mouvement qui redonne espoir et

perspective à notre camp social. Nous ne pouvons accepter d'être isolé-e-s dans une posture qui nous condamne au commentaire. Nous devons être au cœur de cette vague et de ce potentiel de résistance et d'alternative au néolibéralisme.

Avec **France Insoumise**, ce mouvement a trouvé une expression politique inédite autour du programme **L'avenir en commun**, de la stratégie de la révolution citoyenne, d'un mode de rassemblement ouvert à toutes et tous. Il a permis à plusieurs centaines de milliers de citoyennes et de citoyens de se rassembler et d'agir. Il a contribué à remobiliser l'électorat populaire. Il a réussi une traduction électorale qui bouleverse le champ politique.

Beaucoup d'entre nous sont déjà engagé-e -s dans FI. D'autres s'apprêtent à le faire. Car la situation politique appelle à agir sans attendre. Sont en jeu dans les semaines et les mois qui viennent la construction du rapport de force et sa traduction politique nécessaires pour mettre en échec le coup d'état social et démocratique en marche. Les résistances et l'auto organisation des classes populaires auxquelles appelle la France Insoumise sont la base même de l'alternative au néolibéralisme destructeur.

Nous proposons de participer pleinement et à tous les niveaux au développement de France Insoumise et pour cela de prendre part aux multiples échanges et aux débats fraternels qui vont accompagner la préparation et la tenue de la prochaine convention de France Insoumise en Novembre prochain

Ensemble !, sans rien renier, y a toute sa place. Il dépend de nous de la prendre et d'apporter notre contribution. Elle peut être précieuse. L'inspiration autogestionnaire, le sens du pluralisme, l'exigence démocratique, le recherche permanente de l'unité d'action, les liens avec le mouvement social sont nos acquis communs. Et encore l'écosocialisme, le féminisme, l'internationalisme. Tourner le dos au processus constituant qui va accompagner la formation de ce mouvement nous condamnerait à l'impuissance et à la marginalité. Nous ne l'avons que trop payé lors des séquences électorales que nous venons de vivre.

Notre responsabilité est engagée. Faisons le choix de la clarté, de l'ouverture, du mouvement réel et de l'efficacité militante, le choix de **L'Avenir en commun avec France Insoumise**.